

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

COMPTE DE CONCOURS FINANCIERS
PROGRAMME 845
RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÉGLEMENT
DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2021

INSTITUT NATIONAL DE
L'AUDIOVISUEL



PROGRAMME 845
Institut national de l'audiovisuel

Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Jean-Baptiste GOURDIN

Directeur général des médias et des industries culturelles

Responsable du programme n° 845 : Institut national de l'audiovisuel

Le programme 845 pilote l'action de l'État en matière de conservation, de valorisation et de constitution progressive du patrimoine audiovisuel français.

Depuis 2015, l'INA conduit une double stratégie de large renouveau éditorial et d'adaptation de ses offres aux nouveaux usages. Dans un contexte d'hyper offre, la détention de millions d'heures de vidéos et la capacité de les diffuser ne constituent plus une singularité. Aussi, c'est l'éditorialisation qui devient, pour les archives audiovisuelles, l'acte majeur de patrimonialisation.

Cette stratégie, qui s'inscrit dans le cadre du plan de transformation de l'audiovisuel public annoncé en 2018 par le Gouvernement, a été mise au cœur du projet de transformation de l'INA pour le faire se muer aujourd'hui en un véritable média patrimonial, nourri de la grande variété de ses missions, qui mêle collecte, conservation et traitement puis valorisation et exploitation des archives, décryptage du présent et création audiovisuelle, transmission des savoirs et action culturelle, recherche technologique, analyse des écosystèmes médiatiques et gestion de masse de la data.

En 2020, dans le but de clarifier et de stabiliser le cadre stratégique et financier de l'audiovisuel public, le Gouvernement a invité l'ensemble des entreprises du secteur couvertes par un contrat d'objectifs et de moyens (COM) (France Télévisions, Radio France, France Médias Monde, l'Institut national de l'audiovisuel et ARTE France) à le renégocier. Pour la première fois, ces contrats, qui ont été signés au cours du deuxième trimestre 2021, ont été alignés entre eux et sur l'horizon budgétaire prévisible (2022). Plus concis et plus stratégiques, ils déclinent la feuille de route fixée dans le cadre du plan de transformation du secteur audiovisuel public annoncé par le Gouvernement à l'été 2018.

Dans ce cadre, l'État et l'INA ont conclu un cinquième contrat d'objectifs et de moyens (COM) couvrant la période 2020-2022 en mai 2021 (COM5).

En 2021, l'Institut a poursuivi les objectifs suivants conformément à ce COM :

- le renforcement de ses missions patrimoniales,
- l'affirmation de son ambition commerciale en améliorant son offre, en diversifiant ses clients et en investissant de nouveaux marchés,
- le développement de son potentiel d'innovation en matière de contenus, d'usages et des métiers de l'audiovisuel,
- sa transformation interne dans le cadre de la réorganisation mise en œuvre à compter de septembre 2021, en réformant notamment la DSI devenue Direction Data et Technologies, dans le but de mieux mettre en évidence la dimension technologique de l'Institut.

Au plan financier, après un exercice 2020 au cours duquel le contexte de crise sanitaire avait durement affecté le chiffre d'affaires de l'Institut sur les marchés de la formation professionnelle et de l'édition de programmes audiovisuels, et augmenté ses charges d'exploitation, l'année 2021 est marquée par le redressement du chiffre d'affaires que l'INA tire de ces deux activités. En effet, profitant d'une conjoncture économique favorable et inattendue au dernier quadrimestre, l'INA a bénéficié à la fois d'un excellent niveau d'activité et d'un faible niveau de charges qui lui permet de dégager un résultat net de 365 k€ malgré d'importantes provisions exceptionnelles.

Note : Sont présentées ci-après les données prévisionnelles d'arrêté des comptes 2021. La clôture des comptes de l'INA n'étant pas définitive à la date de rédaction du présent document, les chiffres présentés ci-dessous n'ont pas

encore été certifiés par les commissaires aux comptes, ni approuvés par les instances de gouvernance de l'établissement.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 : Assurer la conservation et la valorisation du patrimoine audiovisuel

INDICATEUR 1.1 : Part des fonds menacés de dégradation sauvegardée en numérique

INDICATEUR 1.2 : Nombre de vidéos vues en ligne par le grand public

OBJECTIF 2 : Constituer et transmettre les savoirs et les compétences

INDICATEUR 2.1 : Taux d'insertion professionnelle des diplômés

OBJECTIF 3 : Assurer la maîtrise de la masse salariale et optimiser la gestion

INDICATEUR 3.1 : Maîtrise des charges

INDICATEUR 3.2 : Ressources propres

Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF**1 – Assurer la conservation et la valorisation du patrimoine audiovisuel****INDICATEUR****1.1 – Part des fonds menacés de dégradation sauvegardée en numérique**

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Part des fonds menacés de dégradation sauvegardée en numérique	%	93,68	96,47	100	99	98,96	100

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques :

Les fonds photographiques inclus dans le nouveau périmètre du PSN ne sont pas comptabilisés dans cet indicateur.

Mode de calcul : Nombre d'heures sauvegardées sur support numérique rapporté au nombre d'heures menacées de dégradation.Source des données : INA.**INDICATEUR****1.2 – Nombre de vidéos vues en ligne par le grand public**

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Nombre de vidéos vues en ligne par le grand public	heure	722 000	1 132 000	800 000	1 200 000	1 177 500	>750 000

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques :

Nombre de vidéos de l'INA vues sur toutes les plateformes en ligne grand public (ina.fr, YouTube, Dailymotion, Facebook, Twitter, etc.).

Périmètre : L'indicateur 1.2 cumule le nombre de vidéos vues par an sur les sites du domaine ina.fr (www.ina.fr, boutique.ina.fr, m.ina.fr, sites.ina.fr, fresques.ina.fr, api.ina.fr, *.ina.fr), y compris le player exportable, et sur les plateformes externes grand public sur lesquelles l'INA propose une offre (YouTube, Dailymotion, Facebook, Twitter...). Les vidéos de l'INA publiées sur le site franceinfo.fr dans le cadre de l'offre de chaîne publique d'information en continu sont également prises en compte depuis septembre 2016, date de lancement de l'offre.

Mode de calcul : Cumul annuel des vidéos vues sur chaque plateforme.Source des données : Les différentes sources de données sont :

- pour les vidéos du domaine *.ina.fr : les logs des serveurs de vidéos mp4.ina.fr
- pour les vidéos des plateformes externes : les *reporting* fournis par chacune de ces plateformes

ANALYSE DES RÉSULTATS**RESULTAT OBJECTIF 1**

Assurer la conservation et la valorisation du patrimoine audiovisuel

Le présent objectif, qui correspond à l'une des missions que l'INA s'est vu confier par la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, est évalué à l'aune de deux indicateurs de performance :

– **Part des fonds menacés de dégradation, sauvegardés en numérique :**

Fin 2002, une cartographie des fonds en danger avait été élaborée par le cabinet Veritas, qui a servi de base à l'élaboration des COM 1 et 2 tout en fixant la fin du plan de sauvegarde et de numérisation (PSN) à l'horizon 2015. Le périmètre initial de ce plan de sauvegarde couvrait les fonds télévisuels ainsi que les fonds radiophoniques conservés sur des supports obsolètes, soit 759 400 heures.

À ce périmètre initial sont venus s'ajouter les fonds régionaux, ultramarins, ou les migrations sur supports numériques plus récents, portant le volume total à 2 011 335 heures. Une actualisation du périmètre a été réalisée en 2015. Toutefois, malgré cette actualisation, le chiffre de référence reste une valeur relative, dans la mesure où de nouveaux reliquats de fonds menacés à sauvegarder continuent à apparaître régulièrement.

– **Nombre de vidéos vues en ligne par le grand public :**

L'un des objectifs des COM 3 et 4 était de restituer au public, dans le respect des ayants droit, les images et les sons qui constituent la mémoire collective de ces soixante dernières années.

Cet objectif a été reconduit dans le cadre du COM5 pour la période 2020-2022.

L'indicateur retenu pour apprécier la performance de la valorisation des archives auprès du grand public mesure le nombre de vidéos vues gratuitement par le grand public sur les supports numériques propriétaires de l'INA (ina.fr), comme sur les plateformes externes (Facebook, YouTube, Instagram, Twitter, TikTok). Cet indicateur permet de suivre l'activité de média patrimonial de l'INA à destination du grand public. Il reflète la performance des activités éditoriales de l'Institut sur les supports numériques.

Analyse du résultat de l'indicateur 1.1 :

Après une année 2020 marquée par la crise sanitaire et des périodes d'interruption partielle ou totale de l'activité de sauvegarde numérique, l'année 2021 a permis le retour à un rythme de travail soutenu avec plus de 52 000 heures de programmes numérisés pour les fonds dits « dévolus », sans compter les fonds tiers.

Au 31 décembre 2021, le **taux de numérisation des archives s'élève à 98,96% (1 990 466 heures cumulées de fonds sauvegardés)**, soit un taux quasiment conforme aux prévisions (99%). La perspective de 100% atteint fin 2022 ne doit pas pour autant laisser à penser que tout sera numérisé, tant les valeurs de référence qui servent au calcul initial d'avancement sont datées (2003), et restent relatives, malgré leur révision de 2015. Le suivi d'activité tel que défini dans le COM5 n'y fait d'ailleurs plus référence. Parmi les archives numérisées par l'INA en 2021 dans le cadre de cet indicateur on relève :

- la numérisation de plus de **1 000h d'inédits radio** venant enrichir les collections de fonds jamais entendus depuis leur diffusion ;
- la **numérisation** à partir de supports bêta ou migrée à partir de XDCAM par les techniciens en Délégations régionales **de 25 854 heures de fonds régionaux** issus des stations de France 3. Ces activités sont en décroissance du fait du tarissement progressif des fonds restant à numériser. Le marché externe s'est d'ailleurs éteint en 2021, laissant place à un travail restant réalisé entièrement en interne ;
- la numérisation de plus de **500 heures de fonds vidéo ultramarins**, reliquat particulièrement difficile à traiter du fait de leur importante dégradation, réalisé dans les « cliniques » internes de l'INA.

Compte tenu de l'apparition de nouveaux reliquats de fonds menacés à sauvegarder, qui ne figuraient donc pas dans le volume pris en référence pour le calcul de l'avancement de l'indicateur, le travail mené par l'INA en 2021 en matière de traitement numérique des archives a également été marqué par la forte mobilisation des chaînes techniques, vidéo et audio en particulier, par la prise en charge de fonds tiers, singulièrement celui de France Télévisions Sports (plus de 14 000 heures), de Thierry Ardisson pour alimenter les nouvelles offres YouTube, de la Fondation Jean Jaurès ou encore de la chaîne locale Yvelines Première. Ces 18 000 heures de fonds tiers numérisées ne sont pas intégrées dans le calcul de l'indicateur 1.1, car ne figurent pas dans le volume pris en référence pour le calcul de l'avancement ;

Par ailleurs, la poursuite de la politique de **remasterisation en haute définition** de programmes issus de sources film, avec un travail éditorial renouvelé en étroite collaboration avec les Directions Data & Technologies, Editoriale et des Patrimoines. Ce sont ainsi **490 heures de programmes** qui ont pu être proposées aux usagers dans une qualité inédite, sans toutefois être prises en compte dans le volume de l'indicateur en 2021, puisqu'il s'agit de contenus déjà

numérisés en qualité plus basse les années précédentes. Cette politique s'applique également aux collections radio avec la demande croissante des antennes de Radio France ou des éditions musicales en très hautes résolutions.

Analyse du résultat de l'indicateur 1.2 :

Internet a profondément transformé l'activité de valorisation des archives de la radio et de la télévision de l'Institut : s'adressant auparavant exclusivement aux professionnels, l'INA est devenu en quelques années un véritable diffuseur de contenus audiovisuels en ligne à destination du grand public. Après l'ouverture en 2006 de son site ina.fr et la mise à disposition d'une partie de son fonds d'archives au grand public, l'INA s'est engagé dans une politique de curation et d'éditorialisation toujours plus fine et plus riche, s'adressant à tous les publics et déployée sur tous les supports, à travers l'animation de multiples vecteurs de diffusion : site Ina.fr, ou encore chaînes YouTube et Dailymotion et réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram, TikTok...).

Avec près de 1,2 milliard de vidéos vues toutes plateformes confondues, 2021 est une année record pour les activités éditoriales de l'INA, en hausse de 4% par rapport à 2020. Les audiences sont principalement enregistrées sur les plateformes Facebook et YouTube qui représentent à elles seules près de 80% des vidéos vues.

L'année 2021 a également été marquée par la refonte complète et la mise en ligne du site ina.fr, une refonte qui démontre la capacité de l'INA à s'adapter aux nouveaux usages d'internet et aux modes de consommation des contenus par les utilisateurs. La navigation – qui se fait désormais majoritairement sur smartphone – a augmenté de 150% par rapport à l'ancienne version du site et représente aujourd'hui 57% de la navigation totale sur le site. L'ergonomie et l'accès aux contenus éditorialisés ont été améliorés, enrichis et simplifiés : ces efforts se sont traduits par une augmentation du temps moyen passé (de 2min48 avant refonte à 3min28 après refonte) sur la plateforme par chaque utilisateur et du nombre moyen de pages consultées par utilisateur : 2,5 pages contre 1,9 auparavant.

L'augmentation de plus de 33% de l'audience sur Instagram par rapport à 2020 et les 40 000 abonnés sur TikTok acquis en moins d'un an (arrivée de l'INA sur le réseau social en janvier 2021) sont d'autres indicateurs témoignant du succès et de l'aptitude de l'Institut à s'adresser à un public plus jeune sur les plateformes sur lesquelles ce public est le plus actif.

Le développement de la présence des contenus INA sur Facebook (699 millions de vidéos vues en 2021, en augmentation de 12% par rapport à 2020), sur Instagram (118 millions de vidéos vue en 2021, en augmentation de 33% par rapport à 2020) ou encore Dailymotion (4,3 millions de vidéos vues, en augmentation de 53% par rapport à 2020), démontre l'intérêt de tous les publics, en particulier les jeunes, pour les contenus et publications de l'INA provenant d'archives.

OBJECTIF

2 – Constituer et transmettre les savoirs et les compétences

INDICATEUR

2.1 – Taux d'insertion professionnelle des diplômés

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Taux d'insertion professionnelle des diplômés	%	85	81	>65	>65	84,1	>60

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques

Périmètre : Anciens élèves des formations initiales INA, diplômés l'année précédant la mesure.

Mode de calcul : Nombre de diplômés ayant trouvé un emploi qualifié dans l'année qui suit l'obtention de leur diplôme (1) rapporté à l'ensemble des diplômés de cette promotion (2).

(1) Anciens étudiants ayant exercé une activité professionnelle qualifiée en lien avec la formation dispensée durant au moins 3 mois cumulés, depuis l'obtention de leur diplôme, au moment de l'enquête (N+1).

(2) hors anciens étudiants en poursuite d'études ou inactifs (hommes et femmes au foyer, personnes en incapacité de travailler...)

Source des données : INA.

ANALYSE DES RÉSULTATS

RESULTAT OBJECTIF 2

Constituer et transmettre les savoirs et les compétences

L'INA poursuit le développement de ses offres de formation initiale et continue avec l'objectif de favoriser l'insertion professionnelle, notamment en adaptant son catalogue aux évolutions des usages à l'innovation et aux besoins des professionnels du secteur de l'audiovisuel et des médias numériques, ainsi qu'aux acteurs du secteur « hors média », en veillant à s'adapter au nouveau contexte issu de la réforme de la formation professionnelle (loi sur la formation professionnelle et l'apprentissage du 6 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel).

Analyse du résultat de l'objectif n°2 :

Le taux d'insertion professionnelle pour l'année 2021 atteint 84,1% pour l'ensemble des diplômés d'INAsup, soit un taux nettement supérieur à l'objectif plancher fixé par le COM5 (65%). Il confirme la tendance déjà observée et démontre que les cursus proposés par INA sup répondent aux attentes de la filière en matière de formation initiale.

OBJECTIF

3 – Assurer la maîtrise de la masse salariale et optimiser la gestion

INDICATEUR

3.1 – Maîtrise des charges

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Charges de personnels	M€	65,64	66,2	67,4	66,3	66,3	<67,5
Frais généraux	M€	2,9	2,2	<3	2,5	2,2	<3

Commentaires techniques

Précisions

méthodologiques

Mode de calcul :

- Le montant des charges de personnel correspond à l'ensemble des coûts des personnels permanents et non permanents de l'établissement (hors intermittents).
- Les frais généraux correspondent à l'ensemble des dépenses d'énergie, charges locatives et de copropriété, locations mobilières, frais de mission, frais de réception, transport collectif du personnel, téléphonie, fournitures administratives, documentations et photocopies.

Source des données : INA, arrêté prévisionnel des comptes 2021.

Indicateur de suivi 3.1.1 : Nombre d'ETP permanents et non permanents

	Unité	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Réalisation 2018	Réalisation 2019	Réalisation 2020	Réalisation 2021
ETP permanents fin d'année	ETP	927	925	920	915	921	898

ETP non permanents fin d'année	ETP	71	70	74	68	75	61
--------------------------------	-----	----	----	----	----	----	----

INDICATEUR

3.2 – Ressources propres

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Ressources propres	M€	36,8	34,1	35	35,2	40,2	Non déterminé

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques

Mode de calcul : Recettes commerciales totales de l'INA

Source des données : INA, rapports d'exécution du COM4, rapports de gestion des exercices clôturés pour les réalisations 2015-2019, arrêté prévisionnel des comptes 2021.

	Unité	Réalisation 2016	Réalisation 2017	Réalisation 2018	Réalisation 2019	Réalisation n 2020	Réalisation 2021
Chiffre d'affaires provenant des activités de formation	M €	7,6	7,81	8,12	6,51	5,05	6,68
Chiffre d'affaires provenant des cessions de droits	M €	22,5	23,52	24,79	23,51	22,21	25,21

Précisions méthodologiques

Sources des données : Chiffres d'affaires des activités de formation et de cessions des droits - Détail des chiffres d'affaires de l'INA par direction – Suivi du Contrôle de gestion DAF ; arrêté prévisionnel des comptes 2021.

ANALYSE DES RÉSULTATS

RESULTAT OBJECTIF 3

Assurer la maîtrise de la masse salariale et optimiser la gestion

Cet objectif est double : maîtriser l'évolution des charges et maintenir l'équilibre entre ressources propres et ressources publiques. Deux indicateurs de performance permettent de le mesurer :

- Maîtrise des charges et des effectifs : cet indicateur se compose de deux volets :

- *Montant des charges de personnel*

L'Institut s'est engagé à poursuivre l'effort de maîtrise de sa masse salariale réalisé au cours de l'exécution des quatre premiers COM et à respecter l'objectif de masse salariale fixé dans son COM5 pour 2021 (66,3 M€). Ces charges constituent en effet le poste principal parmi les dépenses de l'INA. L'objectif est de limiter le poids des charges salariales dans la structure des dépenses, sans que cette évolution ne soit obtenue au détriment de la maîtrise des autres charges d'exploitation ou du développement des activités et ressources propres de l'Institut. Ce volet est complété par le suivi des effectifs permanents et non permanents exprimés en équivalents temps plein (ETP) (indicateur de suivi 3.1.1).

- *Frais généraux rapportés aux charges d'exploitation*

L'objectif est de limiter le poids des frais généraux. L'effort de maîtrise affirmé dans les précédents COM a permis de les stabiliser à des niveaux acceptables par une identification plus précise au travers d'une comptabilité analytique refondue, des procédures revues et la mise en œuvre de nombreux marchés d'encadrement des coûts récurrents (contractualisation de marchés ayant entraîné une baisse des coûts dans les domaines de la téléphonie, de la reprographie ou encore des supports informatiques).

- Part des ressources propres rapportées aux ressources totales :

Cet indicateur doit permettre de vérifier que l'intensification et la diversification des activités de l'INA visent bien à accroître de manière maîtrisée ses ressources propres. Cet indicateur est complété par le suivi du chiffre d'affaires des activités de formation et de cession des droits, qui sont les deux activités les plus génératrices de ressources propres pour l'Institut.

Analyse globale des résultats et de la performance de l'objectif n°3 :

Pour l'année 2021, la **masse salariale** (hors charges d'intermittence) s'établit à **66,3 M€** contre 66,2 M€ en 2020 ce qui est conforme aux prévisions du budget initial de décembre 2020. Cette stabilité confirme la bonne maîtrise de la masse salariale et les mesures prises en matière d'analyse des besoins opérationnels. En effet, la masse salariale des personnels permanents progressent de 0,3 M€ tandis que l'enveloppe consacrée au personnel non permanent, notamment les CDD de remplacement, est en recul de 0,2 M€.

Le montant des **frais généraux** de l'INA s'établit à 2,2 M€ en 2021 soit un niveau en deçà de l'objectif annuel fixé dans le projet annuel de performance pour 2021 (inférieur à 3 M€) et stable par rapport à l'exercice 2020. Rapportée aux dépenses totales, la part des frais généraux s'établit à **2%**. Cet indicateur confirme l'efficacité de la démarche de maîtrise des charges engagée depuis 2015 et plus particulièrement sur celles relevant de la catégorie des frais généraux comme la téléphonie, mobile et fixe, les abonnements ou les fournitures administratives.

L'indicateur n° 3.2 relatif au **chiffre d'affaires** réalisé s'établit à **40,2 M€**, un niveau jamais atteint depuis 2012, en hausse de 18% par rapport à 2020 et de 14% par rapport au budget initial 2021 :

- s'agissant du chiffre d'affaires des activités de formation : en dépit des mesures sanitaires qui ont encore largement perturbé ces activités au cours de l'année, le chiffre d'affaires progresse de 34% (+1,7 M€) par rapport à l'exercice précédent et de 8% par rapport au budget initial (+300 k€) ;
- s'agissant du chiffre d'affaires tiré des activités de cession de droits : il progresse également d'environ 14% par rapport à 2020 :
 - les recettes tirées des cessions de contenus atteignent 13,5 M€ (+29% par rapport à 2020), l'INA a notamment observé une forte reprise de ses ventes d'extraits en France et à l'international par rapport à 2020 ;
 - les recettes tirées des conventions encadrant notamment les cessions d'archives à France Télévisions, Radio France, FMM ou encore TF1 atteignent 11,7 M€ (stable par rapport à 2020).

Présentation des crédits

2021 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2021 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 7	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
	Dépenses d'opérations financières		
	Prévision LFI 2021 Consommation 2021		
01 – Institut national de l'audiovisuel	89 738 042 89 738 042	89 738 042 89 738 042	89 738 042
Total des AE prévues en LFI	89 738 042	89 738 042	89 738 042
Ouvertures / annulations par FdC et AdP			
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP			
Total des AE ouvertes	89 738 042	89 738 042	
Total des AE consommées	89 738 042	89 738 042	

2021 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 7	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
	Dépenses d'opérations financières		
	Prévision LFI 2021 Consommation 2021		
01 – Institut national de l'audiovisuel	89 738 042 89 738 042	89 738 042 89 738 042	89 738 042
Total des CP prévus en LFI	89 738 042	89 738 042	89 738 042
Ouvertures / annulations par FdC et AdP			
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP			
Total des CP ouverts	89 738 042	89 738 042	
Total des CP consommés	89 738 042	89 738 042	

2020 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2020 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 7	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
	Dépenses d'opérations financières		
	Prévision LFI 2020 Consommation 2020		
01 – Institut national de l'audiovisuel	88 185 942	88 185 942	88 185 942

Institut national de l'audiovisuel

Programme n° 845 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 7	Total	Total
	Dépenses d'opérations financières	hors FdC et AdP prévus en LFI	y.c. FdC et AdP
	Prévision LFI 2020		
	Consommation 2020		
	88 185 942		88 185 942
Total des AE prévues en LFI	88 185 942	88 185 942	88 185 942
Total des AE consommées	88 185 942		88 185 942

2020 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 7	Total	Total
	Dépenses d'opérations financières	hors FdC et AdP prévus en LFI	y.c. FdC et AdP
	Prévision LFI 2020		
	Consommation 2020		
01 – Institut national de l'audiovisuel	88 185 942	88 185 942	88 185 942
	88 185 942		88 185 942
Total des CP prévus en LFI	88 185 942	88 185 942	88 185 942
Total des CP consommés	88 185 942		88 185 942

PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2020	Ouvertes en 2021	Consommées* en 2021	Consommés* en 2020	Ouverts en 2021	Consommés* en 2021
Titre 7 – Dépenses d'opérations financières	88 185 942	89 738 042	89 738 042	88 185 942	89 738 042	89 738 042
Prêts et avances	88 185 942	89 738 042	89 738 042	88 185 942	89 738 042	89 738 042
Total hors FdC et AdP		89 738 042			89 738 042	
Total*	88 185 942	89 738 042	89 738 042	88 185 942	89 738 042	89 738 042

* y.c. FdC et AdP

Justification au premier euro

Éléments transversaux au programme

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
01 – Institut national de l'audiovisuel		89 738 042 89 738 042	89 738 042 89 738 042		89 738 042 89 738 042	89 738 042 89 738 042
Total des crédits prévus en LFI *	0	89 738 042	89 738 042	0	89 738 042	89 738 042
Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP						
Total des crédits ouverts	0	89 738 042	89 738 042	0	89 738 042	89 738 042
Total des crédits consommés	0	89 738 042	89 738 042	0	89 738 042	89 738 042
Crédits ouverts - crédits consommés						

* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

En 2021, l'INA a souhaité faire évoluer son organisation interne afin de la mettre en cohérence avec les priorités stratégiques définies dans son COM5, développer la transversalité au sein de l'établissement et accompagner l'évolution des modes de travail.

L'Institut était auparavant organisé autour de 9 directions, dont un secrétariat général, 5 directions supports et 3 directions métiers. Cette organisation en « silos » ne facilitait pas selon lui la mise en œuvre d'une gestion transverse des projets et ne permettait pas non plus de faire une réelle distinction entre les différentes fonctions au sein de l'INA (conception, fabrication, vente de contenus).

La nouvelle organisation de l'Institut est structurée autour de 3 directions : le Secrétariat général (pôle ressources), la Direction générale Campus (pôle savoirs) et la Direction générale déléguée (pôle contenus et pôle exploitation transverse).

Une vocation de média patrimonial affirmée et enrichie

Malgré un contexte sanitaire toujours difficile, l'INA a poursuivi et confirmé son ambition éditoriale en 2021 : l'éclairage et la contextualisation de l'actualité par le recours aux archives, la transmission de moments-clefs du patrimoine audiovisuel à toutes les générations et la création de contenus originaux et innovants.

Activités numériques de l'Institut

Le nouveau site ina.fr, gratuit et destiné à tous les publics, est en ligne depuis le 7 septembre 2021, et propose à l'internaute une porte d'entrée éditorialisée vers l'ensemble des offres éditoriales grand public ou spécialisées de l'INA mais aussi ses autres activités (formation, recherche etc.). Grâce au renouvellement de son site, le nombre de vidéos vues sur la plateforme est en forte augmentation en 2021 par rapport à 2020 (+42%), avec un nombre total de près de 33 millions de vidéos vues.

Concernant la présence de l'INA sur les réseaux sociaux, après une année 2020 record pour les activités éditoriales avec 1,13 milliard de vidéos vues toutes plateformes confondues, l'Institut a poursuivi en 2021 le déploiement de ses offres et programmes sur les supports numériques tels que Facebook, YouTube, Instagram, Twitter notamment, ce qui lui a permis de consolider et même de légèrement améliorer le niveau de ses audiences avec 1,2 milliard de vidéos vues.

Les nouvelles offres numériques lancées par l'Institut en 2020 ont continué à se développer en 2021 :

- s'agissant de médiaclip (offre de contenus « prêt à vendre » de l'INA destinée aux professionnels de l'audiovisuel et du numérique), si les objectifs en nombre de clients inscrits dans le COM5 de l'Institut ne sont pas encore atteints, le trafic annuel et le nombre de comptes utilisateurs qualifiés sont en progression. Des actions de communication et de marketing ont été déployées tout au long de l'année (campagne de référencement sur Google ainsi que sur les réseaux LinkedIn, Instagram et Twitter) afin de développer la notoriété de l'offre sur les cibles prioritaires ;
- concernant Madelen (plateforme de vidéo à la demande par abonnement lancée au printemps 2020), l'INA a engagé fin 2021 une nouvelle stratégie de distribution avec la mise à disposition de sa plateforme sur Amazon. Cet accord passé avec Amazon a permis une augmentation du nombre d'abonnés actifs à 44 200 à fin décembre 2021 (contre 40 200 en 2020).

Coopérations avec les autres sociétés du secteur audiovisuel public

Les coopérations avec les médias de l'audiovisuel public se sont développées et intensifiées. Copilote avec France Télévisions de l'offre éducative de l'audiovisuel public "Lumni", l'INA a poursuivi l'enrichissement de la plateforme avec des contenus issus des partenaires de l'audiovisuel public (INA, France télévisions, ARTE, Radio France, France Médias Monde, TV5MONDE). Par ailleurs, l'Institut a été signataire courant 2021 des pactes pour la visibilité des Outre-mer et pour la jeunesse avec les autres sociétés audiovisuelles publiques, conformément aux engagements pris par les entreprises dans le cadre de leurs contrats d'objectifs et de moyens couvrant la période 2020-2022.

S'agissant de la chaîne franceinfo, dont il est partenaire fondateur depuis 2016, l'INA a renforcé à partir de septembre 2021 sa contribution en accueillant dans ses studios les enregistrements des plateaux de l'émission INAttendu, un magazine de 26 minutes qui utilise les archives de la télévision pour décrypter l'actualité. Le 10 mai 2021, en partenariat avec les équipes de France Télévisions, l'INA a lancé un nouveau concept en rediffusant en direct « augmenté » la soirée électorale du 10 mai 1981, et en la commentant, au cours d'une soirée événement.

Production audiovisuelle

L'Institut continue de faire vivre toute la richesse de ses fonds en créant de nouvelles œuvres pour la télévision et les plateformes numériques. 105 heures de programmes inédits ont été produits par l'INA en 2021, avec une diversité de formats toujours plus grande (documentaires unitaires, collections, web-série, programmes de flux, factual) et des diffusions multiples, en linéaire ou sur des plateformes numériques, en France comme à l'étranger permettent de toucher le public le plus large.

Quelques exemples : le documentaire « Toute l'Algérie du monde » de Malek Bensmail pour Arte, ou les web-séries « Mort pour la cause, mais laquelle » pour la plateforme TV5 Monde et la Saison 4 de « La Grande Explication » pour la plateforme France Télévisions.

L'INA a par ailleurs poursuivi sa collaboration avec la chaîne LCP qui diffuse l'émission Rembob'INA en prime time le dimanche soir. Coproduite par l'INA depuis 4 ans, cette émission revisite l'histoire contemporaine par le prisme de programmes d'archives contextualisés par des experts de l'INA, des spécialistes et des témoins de l'époque.

En 2021, 28 émissions inédites de Rembob'INA ont été produites. Parmi les thèmes majeurs de 2021, une émission sur Georges Brassens avec Maxime Le Forestier, « L'humour absurde » avec Daniel Prévost ou encore « Le comte de Monte Cristo » avec Jacques Weber.

Enfin, à travers la Revue des médias, l'INA propose un travail d'analyse du secteur des médias et du numérique : la revue numérique analyse et raconte les médias, leurs évolutions et les enjeux auxquels ils font face. En 2021, la forte croissance de l'audience s'est confirmée : 932 000 visites contre 709 000 en 2020, soit +31,5%.

L'INA confirme ainsi sa mutation en média patrimonial, un média à destination du grand public.

Une mémoire sauvegardée au service des nouvelles offres éditoriales

En 2021, les activités de la direction déléguée aux Collections devenue par la suite direction Data et Technologies ont été entièrement mises au service du projet d'entreprise et des objectifs du projet de COM5, et leur missions ont été menées à bien malgré les épisodes de confinements et les mesures sanitaires associées : poursuite du Plan de

sauvegarde et de numérisation (PSN), de la refonte du SI de gestion des collections, traitement des fonds du dépôt légal, collecte de nouveaux fonds et plan de développement de l'accès aux collections.

Numérisation des archives

Le périmètre révisé du PSN intègre les objectifs initiaux et la réponse aux enjeux de conservation des fonds numérisés et des fichiers nativement numériques. Le plan de *masterisation* HD d'une partie des collections film de l'INA en haute résolution 2K/4K et les migrations de supports numériques nécessaires au maintien et à la pérennité des fonds numérisés ont été poursuivis. La cible de l'indicateur n°6.1 du projet de COM5 (Nombre de nouvelles heures de contenus issus de fonds collectés sur supports matériels, préservés, décrits, numérisés et rendus disponibles pour des services et offres numériques de l'INA) a été atteinte et même dépassée avec 46 089 heures réalisées pour 40 000 attendues.

Au 31 décembre 2021, le taux de numérisation des archives s'élève à 98,96% (soit un taux quasiment conforme à la prévision actualisée (99%)), dans un contexte de mobilisation très forte autour de la préparation de la relocalisation de l'ensemble des équipes dans un nouveau bâtiment.

Modernisation du système d'information de gestion des collections

Afin de renforcer la sécurisation et l'innovation en termes de gestion et de communication des données documentaires associées aux archives audiovisuelles conservées par l'INA, le projet d'un nouveau système d'information pour la gestion des collections, permettant de suivre un contenu de la collecte à la mise à disposition des collections pour les publics académiques (Neva, Notilus et Poste) a été poursuivi en 2021. La migration des données dans le lac, qui fait l'objet d'un indicateur dans le COM5 (6.2.), a vu se mettre en place l'infrastructure des différentiels. Ceux-ci permettent d'alimenter de manière continue le lac de données, au fur et à mesure des transformations effectuées en bases sources, pour ce qui concerne les principaux référentiels documentaires et les contenus de l'archivage dit « professionnel ».

Enrichissement des collections patrimoniales

Fin 2021, l'INA collecte, au titre du dépôt légal, 101 chaînes de télévision (disparition de la chaîne Voyage et de la chaîne Canal + Family, création de la chaîne Culture Box en partage sur le canal 14 avec France 4) ainsi que 82 chaînes de radio, sans changement depuis 2020. A ces chaînes de télévision et de radio s'ajoutent 17 569 sites web, 16 033 comptes de réseaux sociaux et 2 752 mots-dièse, 10 500 comptes de 18 plateformes de publication et 14 750 collections de podcasts. Au total, ce sont plus de 1,8 million d'heures de programmes linéaires (TV, radio et web) qui sont venues compléter les collections du dépôt légal.

Désormais porté par la nouvelle Direction des Patrimoines de l'INA, l'enrichissement des collections par l'intégration de fonds tiers a fait l'objet d'une réflexion approfondie afin de préciser les priorités de collecte. En 2021, peuvent être soulignés l'aboutissement du travail préparatoire à la mise en consultation du fonds Luke Holland, en partenariat avec des bibliothèques britanniques, et la poursuite du traitement des programmes TF1 et LCI, du Parisien et de l'Opéra de Paris, ainsi que la numérisation d'un premier lot du fonds Sports de FTV.

Le schéma directeur immobilier des espaces de conservation des supports physiques de Saint-Rémy-L'Honoré a par ailleurs connu une avancée significative en 2021 avec la sélection de la société en charge de la phase d'études avant travaux. Cette phase d'études concerne les travaux de réhabilitation des bâtiments A et D (10 000 m²).

A noter enfin que l'INA et Radio France ont renouvelé en mai 2021 leur convention d'archivage, après des premières négociations engagées en 2020.

Valorisation des archives

L'INA a par ailleurs poursuivi sa politique d'organisation et de participation à des projets de valorisation à partir d'archives (colloques, programmes de recherche en partenariat avec des universités). Son activité de soutien auprès du monde de la recherche fait l'objet d'un suivi à travers les indicateurs 5.2 (en 2021, 14 études ont été publiées par l'INA ou avec la contribution de l'INA portant sur les représentations de genre dans les médias, pour une cible fixée à 9 études) et 6.3 du COM5 (en 2021, 72 chercheurs dont le corpus des sources est en tout ou partie constitué de

documents issus des collections INA ont fait l'objet d'un soutien spécifique de l'INA en termes d'accompagnement et/ou diffusion pour une cible fixée à 22).

La transmission des savoirs

En 2021, l'activité de la direction déléguée à l'enseignement, à la formation et au conseil (DDEFC) – transformée en Direction générale Campus au 1^{er} septembre 2021 – a continué son adaptation à un environnement professionnel profondément transformé par la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel du 6 septembre 2018, qui modifie radicalement le contexte de financement de la formation professionnelle et des formations en alternance. Après une année 2020 marquée par la crise sanitaire et un double confinement, et une année 2021 encore largement perturbée par cette crise, la DG Campus s'est mise en ordre de marche afin de s'adapter à ces circonstances exceptionnelles qui ont conduit en 2020 à une baisse importante du chiffre d'affaires de l'activité de formation professionnelle.

Formation professionnelle

En 2021, alors que la pandémie a encore affecté le secteur de la formation professionnelle, la DG Campus a pu, grâce à la mise en œuvre d'une feuille de route ambitieuse, retrouver le chemin de la croissance de son activité et de son chiffre d'affaires. L'amplification significative de la certification professionnelle (renforcement de l'équipe et progression du nombre de titres/diplômes enregistrés au Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP)[DLTM1]), l'accélération du déploiement des formations en *digital learning*, un travail approfondi sur le catalogue, ainsi que la structuration et la mise en ligne de l'offre existante à destination des entreprises et salariés des secteurs « hors média » (luxe, grande distribution, fédérations sportives...), ont contribué au redressement de l'activité.

Formation initiale (INA sup)

Alors que la crise sanitaire a encore sensiblement affecté le secteur de l'enseignement, les six filières de la formation initiale ont poursuivi leur développement. Une attention particulière a été par ailleurs portée par l'équipe d'INA sup sur les évolutions des conditions de financement des formations en alternance.

La question de l'inclusion des jeunes, quel que soit leur parcours et leur besoin spécifique, reste au cœur de la stratégie de l'école. Le bilan de la première promotion de la « Classe Alpha » a été particulièrement positif, à la fois sur le terrain de l'insertion professionnelle des jeunes, que dans la poursuite des études dans le secteur de l'audiovisuel et des médias numériques.

Conseil et Expertise

Après une année 2020 marquée par de nombreuses annulations et reports de mission, les équipes du service « Conseil, ventes & expertises » ont été mobilisées aux côtés d'experts de l'Institut dans la réalisation de différentes missions d'expertise à l'étranger (au Congo, Burkina Faso, Liban...). La 11^{ème} édition de la formation internationale FRAME s'est tenue à distance. Comme à son habitude, l'atelier FRAME Expert a été organisé dans le cadre de la conférence de la FIAT en octobre, et a traité des questions de coopération entre institutions gérant des archives audiovisuelles.

Groupe de Recherches Musicales (INA GRM)

L'année 2021 a encore été une année très difficile pour la création artistique, avec à nouveau de fortes contraintes liées à la pandémie. La fin de l'année a été l'occasion d'ouvrir la saison 2021-2022 de **Multiphonies** (série de concerts organisés chaque année par le GRM à Radio France) avec un week-end dédié à la création musicale au Studio 104 de la Maison de la radio et de la musique. Le GRM a pu par ailleurs maintenir sa politique de commandes musicales, affirmer son soutien à la création, poursuivre son accueil dans ses studios de compositions, consolider son activité de transmission des savoirs, élargir sa stratégie de diffusion et déployer ses offres logicielles, dont les GRM Tools.

Les comptes de l'INA en 2021

La contribution à l'audiovisuel public allouée à l'INA s'est élevée en 2021 à 87,9 M€ HT, en augmentation de 1,5 M€ par rapport à l'exercice précédent (86,4 M€ en 2020). La hausse de la dotation de l'INA en 2021 résulte d'un arbitrage

pris dans le cadre du PLF 2020 consistant :

- à neutraliser la baisse de la dotation d'Arte prévue dans la trajectoire arbitrée en juillet 2018 à hauteur de 1 M€ en vue de ne pas envoyer un signal politique négatif vis-à-vis du partenaire allemand, pour lequel 2020 constituait l'année de référence de la détermination de sa propre trajectoire de financement d'Arte Deutschland pour la période 2021-2024 ;
- en contrepartie, à demander à l'INA un effort supplémentaire à hauteur de 1 M€ de sorte à ce que le montant total de la dotation allouée au secteur AVP reste conforme à l'arbitrage pris en juillet 2018.

En 2021, l'Institut a par ailleurs bénéficié d'une dotation exceptionnelle de 2 M€ dans le cadre du plan de relance, qui a intégralement été affectée à des dépenses d'investissement.

Pour l'exercice 2021, le produit des activités de l'INA s'établit à **40,2 M€**, en augmentation de 6,1 M€ par rapport à 2020, et de 5 M€ comparé au niveau budgété initialement.

S'agissant de la Direction Générale Déléguée (DGD), la forte reprise de l'activité au dernier quadrimestre de l'année 2021 lui a permis d'atteindre un chiffre d'affaires de 33 M€, en progression de 15% par rapport à l'exercice précédent et le budget initial.

Les ventes de la direction Développement, marketing & Communication s'établissent à 14,2 M€ (+ 3,2 M€ par rapport à l'exercice précédent, + 3,7 M€ par rapport au budget initial).

Les recettes de la direction des Patrimoines, 11,9 M€, qui reposent sur des conventions pluriannuelles, sont globalement stables et conformes au budget initial.

Portée par les services Rédaction ainsi que Offres et produits numériques, l'activité de la direction Editoriale (6,5 M€) est supérieure de 1,3 M€ par rapport au niveau de l'exercice précédent et de 0,9 M€ par rapport au budget initial.

Le chiffre d'affaires de la direction Data & Technologie (0,4 M€), légèrement inférieur au montant budgété (0,5 M€), comprend les produits de la recherche et de la technologie (0,2 M€) ainsi que les subventions obtenues sur les travaux du département Data (0,2 M€).

S'agissant de la Direction Générale Campus le chiffre d'affaires (6,9 M€) est en progression de 34% (+ 1,7 M€) par rapport à celui de l'exercice précédent et de 8% par rapport au budget initial. Cette évolution résulte essentiellement du rebond de l'activité de la formation professionnelle (3,9 M€), qui retrouve presque son niveau de 2019, mais aussi de la formation initiale en augmentation de + 0,7 M€ grâce aux cursus de Classe Alpha (+ 0,4 M€) et du 1^{er} cycle (+ 0,3 M€).

L'activité du GRM (0,4 M€) est en légère progression par rapport à l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation hors personnel s'élèvent à 37,1 M€, en progression de 0,3 M€ (+ 1%) par rapport à celles constatées en 2020 et au regard du montant inscrit au budget initial.

Les principaux écarts par rapport à l'exercice précédent correspondent aux charges corrélées à la reprise d'activité et au chiffre d'affaires de la direction Développement marketing & communication (+ 0,4 M€, soit + 12%) et de la Direction Campus (+ 154 K€, soit + 11%) mais aussi de la Direction data & technologie (+ 0,4 M€ soit + 3%). En revanche les charges des directions supports sont en recul de 0,6 M€ (- 3%).

Les charges d'intermittence (constatées en charges d'exploitation et non en charges de personnel) connaissent une augmentation de 1 M€ (+ 29%) par rapport à l'exercice précédent. Les productions audiovisuelles ont en effet enregistré des surcoûts liés à l'augmentation de l'activité notamment en production déléguée plutôt qu'en production associée. La Direction générale Campus a également eu un recours accru à des intermittents.

Les charges liées aux amortissements, provisions et à la variation de la production immobilisée atteignent 18,4 M€, en régression de 0,5 M€ par rapport à 2020. En effet, l'évolution des dotations nettes aux amortissements sur investissements (- 1,6 M€) est compensée par celle des reprises de provisions pour risques (+ 0,9 M€) et surtout la variation des productions immobilisées (+ 1,2 M€) liée au haut niveau d'activité de livraison de productions audiovisuelles et d'activation de charges internes sur les travaux de restauration d'archives.

Pour l'année 2021, la **masse salariale** (hors charges d'intermittence) s'établit à **66,3 M€** contre 66,2 M€ en 2020 ce qui est conforme aux prévisions du budget initial 2021. Cette stabilité confirme la bonne maîtrise de la masse salariale et les mesures prises en matière d'analyse des besoins opérationnels.

Les **frais généraux** s'élèvent à 2,2 M€ en 2021, ce qui correspond à 2% des dépenses totales de l'Institut.

Le résultat exceptionnel s'établit en 2021 à 0,2 M€, en diminution de 1,4 M€ par rapport à l'exercice 2020. **Le résultat net comptable**, après prise en compte du crédit d'impôt recherche (+ 0,5 M€), de la charge d'impôt sur les sociétés (IS) (- 0,3 M€) et de l'enveloppe d'intéressement (- 1,7 M€), s'établit à **365 k€** malgré d'importantes provisions exceptionnelles dues au dispositif d'accompagnement des départs volontaires à la retraite en cours (1,5 M€), à la dépréciation exceptionnelle des projets (692 k€) et aux réclamations d'entreprises relatives au projet immobilier OPPIC (535 k€).

Au 31 décembre 2021, la trésorerie de l'établissement s'établit à **10,3 M€**, en progression de 3,1 M€ par rapport à son niveau fin 2020.

Compte de résultat 2021 (arrêté prévisionnel des comptes)

En K€	31/12/2020	Budget 2021	31/12/2021
Recettes propres	34 065	35 188	40 201
Charges d'exploitation	36 887	36 878	37 142
Intermittents	3 533	2 871	4 558
Valeur ajoutée	-6 355	-4 561	-1 499
Contribution audiovisuel public	84 551	87 852	87 892
Personnel permanent	62 478	62 324	62 782
Personnel non permanent	3 694	3 975	3 512
Excédent brut d'exploitation	12 024	16 992	20 099
Reprises de provisions d'exploitation	388		1 259
Dotations aux provisions d'exploitation	-3 028	-2 000	-2 978
Production immobilisée	3 769	3 400	4 945
Dotations aux amortissements	-20 012	-22 385	-21 652
Amortissement, provision et production immobilisée	-18 882	-20 985	-18 427
Résultat d'exploitation	-6 859	-3 993	1 672
Résultat financier	-2	20	8
Résultat exceptionnel	1 606	3 957	240
Résultat avant impôt et intéressement	-5 255	-16	1 919
Intéressement	0	384	1 666
IS/ Crédit d'impôt	742	400	112
Résultat net	-4 512	0	365

■ PASSAGE DU PLF À LA LFI

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
PLF	0	89 738 042	89 738 042	0	89 738 042	89 738 042
Amendements	0	0	0	0	0	0
LFI	0	89 738 042	89 738 042	0	89 738 042	89 738 042

Institut national de l'audiovisuel

Programme n° 845 | Justification au premier euro

Dépenses pluriannuelles

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AE 2021	CP 2021
AE ouvertes en 2021 * (E1) 89 738 042	CP ouverts en 2021 * (P1) 89 738 042
AE engagées en 2021 (E2) 89 738 042	CP consommés en 2021 (P2) 89 738 042
AE affectées non engagées au 31/12/2021 (E3) 0	dont CP consommés en 2021 sur engagements antérieurs à 2021 (P3 = P2 - P4) 89 738 042
AE non affectées non engagées au 31/12/2021 (E4 = E1 - E2 - E3) 0	dont CP consommés en 2021 sur engagements 2021 (P4) 0

RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2020 non couverts par des paiements au 31/12/2020 brut (R1) 0				
Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2020 (R2) 0				
Engagements ≤ 2020 non couverts par des paiements au 31/12/2020 net (R3 = R1 + R2) 0	–	CP consommés en 2021 sur engagements antérieurs à 2021 (P3 = P2 - P4) 89 738 042	=	Engagements ≤ 2020 non couverts par des paiements au 31/12/2021 (R4 = R3 - P3) -89 738 042
AE engagées en 2021 (E2) 89 738 042	–	CP consommés en 2021 sur engagements 2021 (P4) 0	=	Engagements 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2021 (R5 = E2 - P4) 89 738 042
				Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2021 (R6 = R4 + R5) 0
				Estimation des CP 2022 sur engagements non couverts au 31/12/2021 (P5) 0
				Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2022 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2021 (P6 = R6 - P5) 0

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2021 + reports 2020 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

Institut national de l'audiovisuel

Programme n° 845 | Justification au premier euro

Justification par action

ACTION

01 – Institut national de l'audiovisuel

Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
01 – Institut national de l'audiovisuel		89 738 042	89 738 042		89 738 042	89 738 042
		89 738 042	89 738 042		89 738 042	89 738 042

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 7 : Dépenses d'opérations financières	89 738 042	89 738 042	89 738 042	89 738 042
Prêts et avances	89 738 042	89 738 042	89 738 042	89 738 042
Total	89 738 042	89 738 042	89 738 042	89 738 042